

**AP n° 2022-APC-169-IC**

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
portant sur les actions correctives vis-à-vis de l'impact sur les chiroptères et le Milan royal  
pour le parc éolien de Bétheniville  
sur le territoire de la commune de Bétheniville**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles R.181-45 et L.411-1 et 2 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 12, applicable aux installations existantes ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-A-28-IC en date du 22 mars 2013 portant autorisation à exploiter un parc éolien de 6 aérogénérateurs situé sur le territoire de la commune de Bétheniville ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-43-IC en date du 8 avril 2016 portant constitution des garanties financières pour le parc éolien de Bétheniville exploité par la société Futures Énergies Bétheniville ;  
**Vu** les rapports des suivis environnementaux de 2017, 2019 et 2020 réalisés par le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Pays de Soulaines sur le parc de Bétheniville ;  
**Vu** la déclaration de découverte d'un cadavre de Milan royal au pied de l'éolienne E1 en octobre 2020 par l'exploitant ;  
**Vu** le rapport de « suivi comportemental du Milan royal en migration post nuptiale – année 2021 » sur le parc éolien de Bétheniville ;  
**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 août 2022, suite à la visite du 26 juillet 2022 demandant la mise en place de mesures correctives en faveur du Milan royal ;  
**Vu** le courriel en réponse du 22 août 2022 sur le présent projet d'arrêté.

**Considérant** que le parc éolien de Bétheniville relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Considérant** que le parc éolien de Bétheniville a été mis en service en date du 25 novembre 2015 ;  
**Considérant** que la mortalité d'espèces patrimoniales de chiroptères a été constatée et estimée par le bureau d'études CPIE Sud Champagne en 2017 et 2019 ;  
**Considérant** qu'un bridage en faveur des chiroptères a été mis en place sur le parc par l'exploitant en 2020 ;  
**Considérant** que l'efficacité du bridage mis en place a été vérifiée par le suivi mortalité de 2020 ;  
**Considérant** que la présence d'un dortoir de Milans royaux à proximité du parc induit un impact sur cette espèce en période de migration post nuptiale ;  
**Considérant** qu'il convient de mettre en place une mesure de bridage sur les six aérogénérateurs en faveur du Milan royal.

**Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.**

## **ARRETE**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société Futures Energies Bétheniville, dont le siège social se trouve à Le Triade II – 215 rue Samuel Morse – 34000 MONTPELLIER, ci-après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du Parc éolien de Bétheniville, situé sur le territoire de la commune de Bétheniville.

### **Article 2 : Actions correctives à mettre en œuvre en faveur des chiroptères**

Les modalités de bridage suivantes sont mises en place sur le parc :

- période annuelle de bridage : du 1er juillet au 31 octobre ;
- étendue du dispositif : tous les aérogénérateurs du Parc éolien de Bétheniville ;
- période journalière de bridage : une demi-heure après le coucher du soleil jusque une demi-heure avant le lever du soleil ;
- paramètres climatiques : en juillet pour une température supérieure ou égale à 15°C et du 1er août au 31 octobre pour une température supérieure ou égale à 12°C ; pour une vitesse de vent inférieure ou égale à 6,3 m/s ; en l'absence de pluie.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier l'arrêt des éoliennes.

### **Article 3 : Actions correctives à mettre en œuvre en faveur du Milan royal**

Un système de détection (de type SafeWind) capable de détecter un oiseau à 500 mètres est mis en place afin d'arrêter les éoliennes sur une durée de 5 à 10 minutes.

Le système de détection est mis en œuvre du 15 septembre au 15 novembre.

Si le système de détection n'est pas opérationnel, le bridage systématique du 15 septembre au 15 novembre, du lever du soleil jusqu'au coucher du soleil est mis en place.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier du respect de ces dispositions.

### **Article 4 : Suivi de l'efficacité des actions en faveur du Milan royal**

Afin de vérifier l'efficacité du système de détection et des modalités de bridage en faveur du Milan royal, un suivi de mortalité et d'efficacité est mis en place dès la première année d'utilisation optimale du système de détection, c'est-à-dire sur la période entière du 15 septembre au 15 novembre. Le rapport de ces suivis est mis à disposition de l'inspection des installations classées dans les 6 mois qui suivront.

### **Article 5 : Suivi environnemental au bout des 10 ans d'exploitation**

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, un nouveau suivi de mortalité est mis en place en 2025.

### **Article 6 : Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions imposées par le présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

## **Article 7 : Délais et voies de recours**

En application de l'article L.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50015 – 54035 NANCY Cedex (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 8 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le Maire de Bétheniville qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société Futures Energies Bétheniville dont le siège social sis Le Triade II – 215 rue Samuel Morse - 34000 MONTPELLIER.

Monsieur le Maire de Bétheniville procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Un avis sera diffusé dans un journal du département de la Marne par les soins de la Direction départementale des territoires, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à disposition, soit en mairie de Bétheniville, soit à la Direction départementale des territoires de la Marne. Le même avis sera publié au recueil des actes administratifs.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le **20 SEP. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

  
**Emile SOUMBO**

